



Palais d'Etat d'Iavoloha, le 6 février 2015



Photo de gauche: Harrison Randrianarimanana, Hery Rajaonarimampianina, Jean Raveloarison. Photo de droite: Rivo Rakotovoao (de profil), Gervais Rakotoarimanana, Jean Ravelonarivo, Paul Rabary (de profil)

Dans le dossier sur le Forum franco-africain ([ICI](#)), j'avais parlé de plat réchauffé. Pourquoi croyez-vous que le président Hery Martial Rajaonarimampianina a choisi *Harrison Randrianarimanana* comme conseiller spécial ? Cet ancien ministre de l'Economie, du Plan, du Secteur privé et du Commerce (c'est tout cela Célimène !) du président Marc Ravalomanana, connaît par cœur le MAP (Madagascar action Plan) et en connaît un bout sur les APE (accords de partenariat économique). Le projet PIC, c'est lui... Cela signifie clairement que le candidat n°3 n'avait aucun programme à proprement parlé.



Palais d'Etat d'Iavoloha, le 29 janvier 2015

Après avoir laissé faire les apprentis sorciers qui gravitent autour de lui depuis un an, sans résultat que celui de diviser pour mieux régner -et qui polluent encore l'atmosphère socio-politique-, le président élu sans programme a du faire appel aux spécialistes du MAP. Tout bonnement. Pourquoi croyez-vous qu'il ait appelé les opérateurs du secteur privé, le 29 janvier 2015 et qu'il a parlé de la mise en place d'une «*plateforme de concertation*» ?

Le 28 Août 2007, le Country Manager Robert Blake a organisé une réception dans les locaux du Bureau de la Banque Mondiale à Madagascar. L'objectif était de remettre les certificats attestant de l'obtention d'un Africa Regional Excellence Award au projet Pôles Intégrés de Croissance, financé par la Banque mondiale. Ces certificats ont été remis au Ministre de l'Economie, du Plan, du Secteur Privé et du Commerce Harrison Randrianarimanana, ainsi qu'au Secrétaire national du projet PIC, Eric Rakoto-Andriatsilavo. Le secrétaire général auprès de la Présidence chargé du MAP, Ivohasina Razafimaleho, ainsi que les Chefs de Région et les Maires concernés ont également assisté à la cérémonie.



Tout simplement parce qu'en juillet 2007, déjà, Harrison Randrianarimanana a si bien œuvré que l'UE a octroyé une assistance technique et financière, à travers un «*Forum multisectoriel*»

comportant des membres issus du secteur Public et du Secteur non étatique. A l'époque, Harrison Randriamanana avait déclaré :

«*Il faut saisir toutes les opportunités sinon ce n'est pas la peine de signer, mais*

il faut se

battre pour pouvoir bénéficier des compensations offertes

»

▪



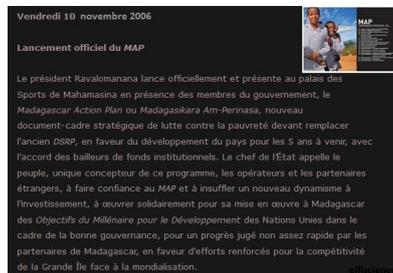
Le Général Herilanto Raveloharison, ministre de l'Economie et de la Planification, trop sûr de lui

Alors que va raconter le Premier ministre Jean Ravelonarivo devant les députés à Tsimbazaza, ce 10 février 2015 ? L'ombre de Marc Ravalomanana va planer là-bas, c'est certain. Vous verrez. Mais procurez-vous un exemplaire du MAP pour le comparer à ce mystérieux (mais non pas inaccessible) fameux Plan National pour le Développement ou PND que le Général Herilanto Raveloharison, ministre de l'Economie et de la Planification, a vanté comme *"étant meilleur que le DSRP et le MAP réunis"*

. Un partisan du moindre effort, sans doute... En tout cas, Marc Ravalomanana avait tout prévu (car gouverner c'est prévoir). Tout, sauf sa chute dont le début a été amorcée par l'achat très opaque d'un jet pompeusement appelé *"Air Force One II"*

. Ce qui a amené les bailleurs de fonds à suspendre leur appui financier, en décembre 2008. Et non pas durant la période de

transition.



Quoi qu'il en soit, j'ai retrouvé le document complet, de 92 pages,

de stratégie pays et programme indicatif national de la Commission européenne, pour la période 2008-2013

. Ce que l'ami rotarien-général-Premier ministre va présenter sera plus que semblable mais pour la période 2015-2020. Quelle imagination, quelle innovation, quelle stratégie

« vaovao »,

n'est-ce pas ? Rien que du copié-collé voire du plagiat pur et simple, j'en suis convaincu, depuis un certain 25 janvier 2014 à Mahamasina...



Le Premier ministre Jean Ravelonarivo

Ci-après de larges extraits de ce document, pour voir, après avoir entendu le Général Premier ministre réciter le programme de mise en œuvre du Programme général de l'État (PGE), ce 10 février 2015 donc, en énième session très extraordinairement

budgetivore, alors que le « Kéré » sévit dans le Grand Sud.

* Cette présentation a été repoussée au 11 février 2015, sans autre explication



(...) La mise en œuvre des réformes souffre de certaines insuffisances qui en réduisent l'efficacité. Le Parlement n'est pas encore suffisamment impliqué dans la définition des stratégies et le contrôle de l'exécution et les ministères techniques ne participent pas assez dans la préparation du budget.

En conséquence, le lien entre la préparation budgétaire et les choix stratégiques du plan de développement est faible et ne permet pas une allocation optimale des ressources. Le système de recouvrement des impôts présente des insuffisances importantes, les rapports d'exécution manquent de fiabilité et le contrôle externe est presque inexistant (la Cour de Compte n'ayant les moyens d'accomplir ses tâches). Sur base de l'expérience passée, la mission conjointe d'octobre 2006 (Cadre de Partenariat) a souligné en particulier la nécessité de renforcer le processus de planification et de programmation (meilleure prévision des recettes et meilleur contrôle des dépenses), d'augmenter le taux de pression fiscale (en améliorant entre autre l'efficacité du système de recouvrement et en élargissant l'assiette fiscale) et la sécurisation des crédits pour les secteurs prioritaires en cas d'amputations budgétaires. Les partenaires ont aussi constaté la nécessité de renforcer les capacités institutionnelles par le biais d'actions conjointes. De son côté, le MEFB attend de la part des partenaires une meilleure prévisibilité des montants et des périodes de déboursement de l'aide extérieure, afin de permettre une gestion plus harmonieuse des finances publiques, ainsi qu'un renforcement de la coordination des missions.

Pour atteindre ses objectifs de développement, le MAP vise à mettre en œuvre six réformes prioritaires, dont la première est la réforme des finances publiques.

En particulier, le gouvernement se propose: (i) d'assurer un environnement macroéconomique stable avec un faible taux d'inflation ; (ii) de rationaliser la gestion des finances publiques et de respecter la discipline budgétaire ; (iii) de réduire le déficit budgétaire ; (iv) de simplifier et rationaliser le système fiscal, notamment pour améliorer les recouvrements des impôts ; (v) de mettre en place un système statistique fiable conformément à la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique et (vi) de renforcer les capacités en matière d'analyse et de prévision économique de l'administration publique.

Les principaux produits exportés vers l'UE sont les produits textiles et habillements (42%), les produits agroalimentaires (46%) dont les crustacés (20%) et la vanille (3%) ainsi que les minerais et matières premières (4%). A noter que pour ses exportations vers l'UE, Madagascar bénéficie du régime «Tous sauf les armes».

Les principaux produits importés sont les biens d'équipement et de transport (44%), les produits manufacturés (18%) et les produits agroalimentaires (10%). Ses autres partenaires principaux sont les Etats-Unis (Ndlr : bénéficie de l'AGOA dont la clause pays tiers vient d'être renouvelée, après une suspension durant la période de transition), la Chine, l'Ile Maurice et Hong Kong.

Sur le **plan politique et de la bonne gouvernance**, Madagascar concentre actuellement ses efforts sur la réforme des finances publiques, la lutte contre la corruption, la participation effective de la population à la vie citoyenne et la consolidation du processus de décentralisation. Il s'attache également au renforcement des moyens de la justice et de l'administration pénitentiaire, aux moyens de la protection civile, au développement de l'environnement du travail et à la sécurité publique.

Ces efforts devraient se poursuivre dans le cadre du MAP et permettre la consolidation d'un cadre de bonne gouvernance, condition nécessaire au développement.

Sur le **plan économique**, le Gouvernement poursuit avec sa stratégie de grands travaux routiers et de développement local (Ndlr : les actuels «*projets présidentiels*» »

confié à l'autre ami rotarien, Rivo Rakotovo (Ndlr: bombardé une second fois ministre d'Etat avec cette nouvelle charge, en plus des Infrastructures et de l'Aménagement du Territoire. C'est pas un peu trop pour un seul homme? Non?)

Le secteur du tourisme est en phase de redynamisation et commence à produire des résultats. Le rendement agricole s'accroît et les objectifs en matière d'établissement des titres fonciers pourraient être atteints prochainement. Le volume des redevances pour la pêche et l'aquaculture a enregistré une augmentation importante. Dans le domaine des infrastructures, la réforme du secteur des transports est en bonne voie et les résultats commencent à se faire

sentir au niveau de l'entretien des réseaux routiers et ouvrages d'art. La croissance du PIB (en termes réels) est assez satisfaisante en considération des chocs exogènes et des difficultés rencontrées par la JIRAMA. Ce problème commence à trouver une solution à travers la réalisation du plan de redressement de la JIRAMA, établi pour 5 ans (2006 – 2009), avec l'appui technique des bailleurs. Le Gouvernement est en train de mettre en œuvre un programme de réforme pour augmenter les recettes fiscales. Des progrès dans le domaine de la gouvernance économique, par exemple la réglementation de l'exploitation des ressources naturelles (pierres précieuses, bois précieux) et leur rentrée dans le secteur formel, contribueraient à ce but. Des avancées ont été réalisées dans le domaine du commerce international et de l'intégration régionale.

Au **plan social**, les secteurs sociaux (santé, éducation, eau) continuent à faire partie des priorités essentielles, notamment dans le cadre du MAP.

Les défis du gouvernement malgache

La pauvreté reste préoccupante, particulièrement en milieu rural et la croissance économique mais n'a que peu d'impact au niveau social. Le développement de l'agriculture nationale ne parvient pas encore à subvenir aux besoins quotidiens de la population et les travaux d'infrastructures routières et de transport sont encore insuffisants pour désenclaver les régions isolées et améliorer l'accès aux services sociaux de base et aux marchés. Les efforts devront donc être poursuivis dans ces deux secteurs. Le défi de l'équité, au niveau géographique, social et genre reste posé

Plus globalement, l'économie malgache souffre encore d'une faible compétitivité des produits et d'une faible intégration dans l'économie régionale ou mondiale. Le défi majeur porté par le MAP consistera à amorcer ce processus économique et industriel, notamment dans les secteurs de la transformation agroalimentaire ou industrielle (pharmaceutique, cosmétique, textile, transformation des produits miniers) et des services (tourisme, crédits agricoles...), en tirant également profit de l'émergence actuelle de pôles de développement sur le territoire malgache.

Au **plan institutionnel et de la bonne gouvernance**, la poursuite des réformes déjà évoquées (justice, finances publique, lutte contre la corruption, réforme administrative etc.) reste également un défi majeur pour permettre à Madagascar d'atteindre ses objectifs de développement. De même, pour permettre au partenariat public privé de se développer, le renforcement des capacités du secteur privé et la mise en place d'un environnement juridique et judiciaire, favorable aux investissements, devront être poursuivis.

S'agissant des risques associés à la mise en œuvre du MAP (et donc également au plan de l'impact de notre appui budgétaire), les défis sont multiples.

□ La mise en œuvre du MAP demande des ressources financières considérables et suppose une mobilisation extraordinaire des bailleurs de fonds et du secteur privé. Malgré les efforts de mobilisation, les ressources financières ainsi que les capacités de mise en œuvre pourraient ne pas être suffisantes, ce qui aurait un impact négatif sur la crédibilité du MAP et la confiance de l'opinion publique.

- Le niveau des recettes propres de l'Etat reste encore trop faible pour financer le développement, qui dépend largement des aides extérieurs. La tentation de promouvoir les investissements par le biais d'incitations fiscales risquerait en outre d'aggraver la situation des finances publiques.

- Par ailleurs, comme souligné par le FMI, les capacités institutionnelles inadéquates pourraient mettre en danger la mise en œuvre des réformes proposées. En ce qui concerne les finances publiques, le faible lien entre la préparation budgétaire et les choix stratégiques est un obstacle à l'allocation optimale des ressources. Les contrôles internes et externes demeurent très faibles et le système statistique a besoin d'être renforcé pour produire des données fiables.

- La stabilité macroéconomique est en équilibre précaire et pourrait être mise en péril par des décisions hâtives ;

- Les progrès en matière de bonne gouvernance et dans la lutte contre la corruption nécessitent des améliorations plus significatives;

- Les catastrophes naturelles (cyclones et inondations) réduisent le potentiel de croissance et affectent particulièrement la partie la plus vulnérable de la population, en ayant un impact direct sur les prix des produits alimentaires et l'inflation.

- La hausse éventuelle des prix des produits importés (notamment les hydrocarbures) aurait aussi un impact négatif sur l'inflation et l'économie, au détriment des plus pauvres (...).

Fait à L'Ankavia le 9 décembre 2007.

<small>Pour le gouvernement de la République de Madagascar</small>  <small>Mariotti RANJEVA Ministre des Affaires Etrangères</small>	<small>Pour la Commission Européenne</small>  <small>Louis MICHEF Membre de la Commission en charge du Développement et de l'Aide humanitaire</small>
---	--

J'arrête là. Effectivement, rien ne se perd, rien ne se crée à Madagascar. Tout augmente et les personnages du grand théâtre

de la vie politico-économico-sociale se succèdent à un rythme effréné. Car vous avouerez que cette situation d'il y a sept ans, ressemble à la situation de cette année 2015. Alors, « Hery vaovao »

hein ?

Un dossier de Jeannot Ramambazafy – 10 février 2015